

**LYCEE DES FRERES-DRAOUI DE BOUMERDES****Encore une grève illimitée**

L'ensemble des enseignants du lycée polyvalent des Frères-Draoui de Boumerdes a observé une grève illimitée pour dénoncer, selon les responsables de la section syndicale affiliée au Cnapest, "l'abus de pouvoir et le refus d'appliquer la réglementation. Grievs dont s'est rendu coupable le proviseur de l'établissement".

Ils exigent par conséquent "l'institution d'une commission d'enquête et éventuellement des sanctions contre les instigateurs que les responsables de ce syndicat autonome assimilent à des faussaires. Il s'agit du proviseur du lycée et du chef du service du personnel de l'académie. Selon les dires des responsables syndicaux, qui nous ont rendu visite et les documents qu'ils nous ont remis, il ressort que "les filières du génie électrique et du génie civil ont été supprimées sans raisons apparentes".

D'une part, la décision prise par le proviseur contredit la circulaire ministérielle du mois de mai 2006 faisant obligation aux chefs des établissements ayant un caractère tech-

nique de maintenir les filières existantes ou d'en ouvrir d'autres, et d'autre part, cette démarche "irréfléchie" et menée avec la complicité du chef du service du personnel de l'académie visait en définitive à écarter le professeur stagiaire de la filière génie électrique qui ne serait pas, selon ses aveux, en odeur de sainteté avec la dame qui préside aux destinées de ce lycée, alors que la commission paritaire, par décision n° 891 du 17 juin 2006, l'avait maintenu dans l'établissement pour trois années.

Un membre de cette commission nous a confirmé cette information. Or, le 5 septembre, il reçoit une affectation à Khemis El Khechna. Par ailleurs, à la lecture de la réglementation régissant le fonctionnement du secteur, une filière n'est supprimée dans un quelconque établissement qu'après l'accord du ministre.

Dans cette affaire, M. Benbouzid aurait-il réfuté ses instructions institutionnelles ? Au second jour de cette grève, une tentative d'entrer en contact par téléphone, avec le provi-

seur de ce lycée, pour fournir des explications aux parents d'élèves sur les tenants et aboutissants de cette suppression de filière et de cette énième grève, celle-ci nous a fait savoir par l'un de ses collaborateurs qu' "elle n'a pas de temps pour parler aux journalistes". Selon les grévistes, tout laisse à penser que cette décision répressive et celles prises l'année écoulée (nous y reviendrons) sont destinées à réprimer des professeurs qui avaient dénoncé, en 2004, dans nos colonnes, l'état de délabrement de leur lycée. Situation que nous avons effectivement constatée de visu.

Pour alerter qui de droit, ils avaient, en effet, observé, le 20 octobre 2004, une journée de grève. C'est à partir de cette date que les problèmes se sont accumulés dans cette institution du savoir. Il s'en était suivi des grèves et des protestations qui ont valu de lourdes sanctions à cinq enseignants. La situation s'était donc envenimée pour aboutir vers la fin de l'année passée à une grève illimitée. Après plusieurs semaines de tergi-

versations, l'académie avait fini par céder et annuler les sanctions et les enseignants avaient levé la grève avant la fin du dernier trimestre 2005/2006. Conséquence : très mauvais résultats en fin d'année. Il faut croire que certains responsables d'établissements, des services de l'académie de Boumerdes et certains enseignants très protégés ont fait de leur poste un héritage tribal. Il serait utile d'étudier l'origine du flux du personnel qu'accueillent régulièrement les administrations et la wilaya de Boumerdes, en général, et le secteur éducatif, en particulier.

S'agit-il de satisfaire des appétits des alliances opaques ou de mettre un dispositif pour une meilleure prise en charge pédagogique de nos enfants ? Les résultats de la wilaya de Boumerdes parlent, malheureusement, d'eux-mêmes. Et pour cause, au troisième jour de grève dans ce lycée, aucune autorité ne s'est inquiétée de l'avenir immédiat des élèves qui risquent de rater une autre année.

Abachi L.

**HAMMADI****La population du village de Benamar dénonce sa marginalisation**

La population du village de Benamar dans la commune de Hammadi, à l'ouest de la wilaya de Boumerdes, a fermé la route, samedi dernier, durant toute la matinée, pour dénoncer la marginalisation dont elle est victime de la part des pouvoirs publics.

C'est devenu rituel, pneus usagés, troncs d'arbres, blocs de pierres ont été déployés par les insurgés sur la chaussée pour empêcher toute circulation sur un important axe routier qui

fait la jonction entre l'est de la capitale et les agglomérations du sud de la Mitidja. Les manifestants exigent la réfection des routes, l'alimentation en eau potable, l'éclairage public, l'aménagement des arrêts de bus... Selon plusieurs manifestants, ce village, d'environ 5 000 habitants, situé à la lisière de l'ancien aéroport Houari-Boumediene manque de tout.

De plus, maintes fois ils avaient protesté contre l'implantation dans la plaine d'une décharge publique,

laquelle, l'été venu, pourrit l'atmosphère et rend la vie impossible.

Les responsables des services de sécurité qui ont effectué le déplacement ont convaincu les insurgés de libérer la route.

Une délégation des protestataires a négocié avec des responsables de la wilaya de Boumerdes. Ces derniers étaient accompagnés du chef de la daïra de Khemis El-Khechna et du maire de Hammadi.

A. L.

**TIZI-OUZOU****15 000 personnes de la commune d'Iflissen sans eau**

La commune maritime des Iflissen, forte de 15 000 habitants répartis sur quelque 38 villages et hameaux, est sans aucun doute la plus touchée par les pénuries d'eau potable dans la wilaya de Tizi Ouzou. En effet, mis à part le village de Tizi-Temliet qui bénéficie relativement de l'eau courante, résultat de son raccordement au réseau desservant le village de Tifra dans la commune de Tizgirt, le reste de la localité, dépendant d'une chaîne complètement vétuste sinon à l'arrêt durant les douze mois de l'année, souffre le martyre surtout durant l'été. La commune est dépourvue de richesses hydriques et les pouvoirs publics n'ont vrai-

ment pas consenti de gros efforts, à la hauteur des besoins, pour prendre en charge le problème.

Selon le numéro deux de l'exécutif actuel, Abdellah Aouine, que nous avons contacté, "la situation ne connaît pas d'amélioration sensible avant l'entrée en exploitation des forages (une dizaine au total) qui seront réalisés par la direction de l'hydraulique de wilaya dans le cadre du plan sectoriel de développement".

A ce propos, il est utile de préciser que le projet, malgré son extrême nécessité, risque de connaître certaines difficultés, des déplacements, voire même des compromissions du fait que de nombreux proprié-

étaires terriens privés se sont opposés à "l'intrusion des techniciens sur leurs propriétés pour les besoins de prospection".

Pour le lancement officiel du projet, la date n'est pas encore clairement arrêtée. Mais on apprend que l'équipe technique prévoit la reprise de la prospection l'automne prochain. Donc, l'espoir des "assoiffés" repose désormais sur l'éventualité de ne plus vivre un autre été cauchemardesque. Dans un autre registre, il est utile de signaler que certains autres villages, parmi les plus durement touchés, à l'image d'Ighil-Baswel, Ait-Youcef et Aiffane, l'APC, afin de les soulager un tant soit peu, ont procédé au captage des

vieilles sources. Pour les autres, l'unique solution, après l'épuisement des puits, demeure l'approvisionnement par les tracteurs citernes privés qui pompent dans les forages de l'oued Feraoun. Le prix de la citerne de 2 000 litres, dans les environs de l'oued, est de 600 DA. Seulement, ce prix augmente à mesure que la distance à parcourir par le tracteur s'allonge.

Pour rappel, à long terme, les habitants des Iflissen bénéficieront, selon une source bien informée, "du transfert des eaux du barrage de Taksebt".

En attendant, ce sont 15 000 personnes qui souffrent du "syndrome du robinet sec".

Massiles Juba

**BOUIRA****POUR RECLAMER PLUS DE SECURITE****Le SPSP et les travailleurs de la santé publique ont observé un sit-in**

La situation était appréhendée depuis fort longtemps, mais l'incident de lundi dernier fut incontestablement la goutte qui a fait déborder le vase.

En effet, lundi, aux environs de 22 heures, un garde communal, en civil, s'est présenté aux urgences de l'hôpital Mohamed-Boudiaf, la main ensanglantée. Le blessé ayant donné un coup de poing dans une vitre s'était écorché sérieusement le bras. Pris en charge par le personnel qui était de permanence, le blessé fut invité à se reposer en attendant de voir le médecin de garde, lui seul pouvant se prononcer s'il devait être gardé en observation ou libéré. Ce que le blessé a refusé.

Voulant à tout prix quitter les urgences pour des raisons que lui seul connaissait, ce dernier asséna un coup violent en pleine figure du contrôleur et bouscula l'infirmière.

Après cet incident, une cellule de crise a été immédiatement constituée au niveau de l'hôpital et le lendemain, les syndicats des praticiens de la santé publique et ceux des travailleurs de la santé, affiliés à l'UGTA, ont déposé plainte contre cet individu au nom de l'hôpital et appelé à un sit-in de protestation contre l'insécurité qui prévaut au sein de l'hôpital.

En effet, ils étaient des centaines, venus de neuf communes relevant du secteur sanitaire de Bouira, à observer un sit-in pendant près d'une heure dans l'enceinte de l'hôpital. A l'issue de ce rassemblement, les présents ont lu une déclaration dans laquelle ils se sont dits outrés par l'agression de leurs collègues dans l'exercice de leurs fonctions.

Tout en se montrant solidaires envers leurs collègues, les protestataires appellent les responsables à se pencher sur le problème de sécurité dans l'enceinte des hôpitaux et surtout la protection des médecins et des infirmiers dont le rôle est de soigner les malades et non de gérer leurs humeurs.

Y. Y.

**Des villageois ferment l'APC de Boukram**

Excédés par les multiples promesses sans lendemain quant à l'aménagement de la piste qui relie leur village M'garchia au CW2, plusieurs dizaines de personnes issues de ce village ont fermé samedi dernier, toute la journée, le siège de l'APC de Boukram situé aux limites nord-ouest à quelque 90 km de Bouira et à près de 40 km de Lakhdar, exigeant l'intervention du wali en personne.

En effet, selon quelques villageois qui se sont déplacés à notre bureau, les autorités de wilaya et le chef de daïra de Lakhdar s'étaient engagés à inscrire en priorité la piste de leur village distant du CW2 de 1,5 km.

Cependant, la semaine dernière, et après que l'APC eut bénéficié d'une enveloppe de 2 milliards de centimes, les villageois s'attendaient à ce que leur cas soit pris en charge officiellement. Or, quelle ne fut leur surprise en apprenant que le projet d'aménagement de leur piste a été détourné au bénéfice d'un autre village.

Dans cette affaire, les villageois accusent le chef de daïra d'être derrière ce détournement. Aussi leur action se veut d'abord une manière de dénoncer ce responsable, ensuite d'attirer l'attention du wali sur de tels agissements.

Y. Y.